

SYNTHÈSE

01 Ce mémoire s'intéresse à l'impact de l'*Inflation Reduction Act* adopté par les États-Unis en 2022 sur la compétitivité industrielle de l'Union européenne, en particulier dans le contexte de la transition écologique. L'*Inflation Reduction Act* prévoit d'importantes subventions et crédits d'impôt pour soutenir les technologies vertes, attirant ainsi de nombreux investissements vers le territoire américain. Face à cette offensive économique, l'Union européenne se retrouve confrontée à un risque de délocalisation de ses industries vertes et à une perte d'attractivité pour les investisseurs.

02 La problématique centrale du mémoire est la suivante : Les réglementations européennes encadrant les aides d'État et les subventions étrangères sont-elles adaptées et suffisantes pour contrer les effets de l'*Inflation Reduction Act* sur la compétitivité européenne et éviter la délocalisation industrielle vers les États-Unis ?

03 L'analyse démontre que si les aides publiques européennes jouent un rôle essentiel pour soutenir l'innovation verte, elles restent limitées par un cadre juridique contraignant, des procédures complexes et une gouvernance fragmentée. À l'inverse, l'*Inflation Reduction Act* bénéficie d'un système simple, rapide et centralisé, ce qui accroît l'écart de réactivité entre les deux puissances économiques.

04 L'Union européenne doit alors adopter une stratégie industrielle plus offensive, en simplifiant ses règles sur les aides d'État, en adoptant des lignes directrices pour les subventions étrangères et en coordonnant mieux ses politiques entre États membres, notamment via un fonds de souveraineté européen. Faute de quoi, l'Europe risque de subir une perte structurelle de compétitivité et de voir ses filières industrielles stratégiques se fragiliser.

05 Ce mémoire invite ainsi l'Union européenne à transformer la pression concurrentielle américaine en opportunité de réforme pour affirmer une souveraineté industrielle verte durable et résiliente.